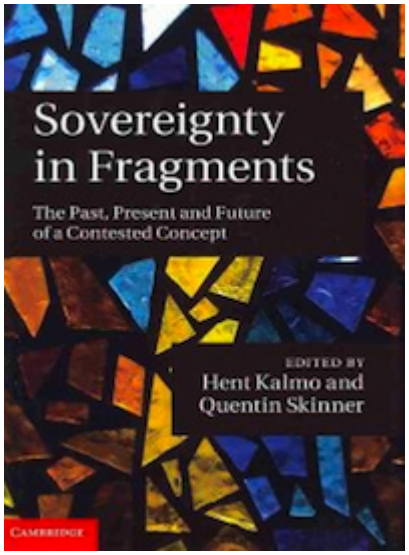
Une fragmentation contemporaine.

Hent Kalmo, Quentin Skinner (éds.), *Sovereignty in Fragments. The Past, Present and Future of a Contested Concept*, 2010.

Par Romain Felli



Les éditeurs du volume « la souveraineté en fragments » se proposent de rendre compte de la pluralité des significations du concept de « souveraineté » au sein des sciences sociales, et des enjeux qui sous-tendent cette fragmentation. En particulier, ils visent à « dispel the illusion that there is a unitary concept of sovereignty of which one could offer a clear definition »1 (4ème de couverture). Il est vrai qu'un tel concept appelle à une perspective interdisciplinaire, comparative et théorique. Le nombre impressionnant de grands noms réunis dans ce volume (qui est co-dirigé par un historien de renom, Quentin Skinner) laisse augurer la qualité des contributions, même si, pour une bonne partie d'entre elles, elles consistent en des résumés d'arguments déjà exposés par ailleurs.

Le volume s'ouvre sur une série de contributions en histoire des idées politiques, les arguments de quelques penseurs classiques y sont détaillés, ce qui correspond au champ de recherche habituel de Quentin Skinner et de l'École de Cambridge en histoire des idées politiques (*e.g.* Skinner, 2002 ; Tricoire, Lévy,

2007 ; pour une critique cf. Meiksins Wood, 2008). On retrouve les inévitables Hobbes, Bodin, Grotius, Vattel, etc., dans des chapitres rédigés par Quentin Skinner (pp. 26-46), Denis Baranger (pp. 47-63), Pärtel Piirimäe (pp. 64-80) et Jens Bartelson (pp. 81-97). Le choix des auteurs traités révèle un biais marqué, en faveur de la tradition du droit naturel, dans une perspective eurocentrique que le reste du volume ne contredit pas. Trois contributions s'inscrivent ensuite directement dans la théorie du droit (Michel Troper, pp. 132-150 ; Neil McCormick, pp. 151-168 ; Patrick Praet, pp. 169-187), et discutent essentiellement des problèmes posés par l'émergence de l'Union européenne comme forme politique nouvelle. Hent Kalmo (pp. 114-131) propose une lecture très stimulante du rapport entre souveraineté interne et externe, et entre factualité et normes, inspirée à la fois de la théorie du droit et du cas des États baltes durant la période soviétique. Stephen Krasner (pp. 96-113) est le seul représentant des relations internationales, dans sa version néoréaliste très orthodoxe. Jürri Lipping et Tony Negri sont plus difficiles à classer, même si l'on peut rattacher leurs contributions à des exercices de philosophie politique post-structuraliste.

L'article de Lipping (pp. 186-204) est un excellent exemple des perspectives critiques post-structuralistes en relations internationales. De manière originale, il propose une lecture croisée de Hannah Arendt et de Carl Schmitt qui traitent tous deux la politique comme un espace de relation, ce qui le conduit à proposer une réinvention de la manière dont nous pensons la politique. Néanmoins, le traitement de son sujet (« la souveraineté au-delà de l'État ») reste fortement abstrait et ignore des contributions à la fois classiques et contemporaines (*e.g.* Benhabib, 2004 ; Fraser, 2005 ; Scheuermann, 2008).

La contribution de Toni Negri (pp. 205-221) est la seule à s'inscrire dans une perspective marxiste, même s'il s'agit d'un marxisme assez particulier, mélange entre le volontarisme politique opéraïste[2] et l'analyse « biopolitique » héritée de Foucault. Negri rend explicite que la souveraineté est un concept en crise par essence, car il est le concept qui exprime la stabilisation, momentanée, du conflit de classe, en particulier à l'époque de la victoire de la bourgeoisie. Mais cette victoire est instable, en permanence contestée par l'autonomie des forces sociales (qui sont le véritable « pouvoir constituant ») cherchant à se libérer des

rapports sociaux capitalistes et de leur expression politique : l'État souverain. Dès lors, c'est de ce rapport de force qu'il convient de partir pour analyser les crises de la souveraineté et ses transformations. La spécificité de l'époque contemporaine serait de connaître l'avènement de la « gouvernance » comme forme de régulation des crises sociales qui, tout en apparaissant moins coercitive que la souveraineté du gouvernement, est en réalité encore plus forte. Les résistances du pouvoir constituant doivent se transformer et affirmer la nécessité de la constitution de « communs » permettant l'existence de vies débarrassées de la souveraineté. Comme souvent avec Negri, et certains tenants de l'opéraïsme, l'accent mis sur l'autonomie de la classe ouvrière (ou de la « multitude ») est un correctif heureux apporté aux visions structuralistes. Néanmoins, cela se paie par l'évacuation d'une série de médiations (ou de « formes sociales ») par lesquelles le rapport de classe existe réellement. Negri ne traite pas du problème fondamental qui est justement la manière dont, au sein du capitalisme, les rapports économiques et les rapports politiques apparaissent (au sens de *erscheinen* : non pas une illusion, mais une forme d'existence) comme séparés ! Or l'analyse de la souveraineté comme territorialisation de la forme politique (l'État) des rapports de production capitaliste permet l'analyse d'une série de contradictions essentielles qui sont évacuées par l'analyse de Negri pour laquelle la souveraineté et l'exploitation semblent être immédiatement un même rapport[3].

D'une manière plus générale, l'historicisation de la souveraineté comme forme sociale (à la différence de la souveraineté comme concept, qui est traitée dans la première partie) fait assez largement défaut à cet ouvrage. Par exemple, la plupart des auteurs font référence à une souveraineté qualifiée de « westphalienne » qui serait celle des États territorialisés, et qui aurait été instaurée par le Traité de Westphalie en 1648. Seul Piirimäe (pp. 64-80) rend attentif au fait que la souveraineté westphalienne est un mythe (sans toutefois faire référence à ce qui nous semble être l'ouvrage essentiel, et récent, sur la question : Teschke, 2003). Or le problème n'est pas uniquement celui d'un point d'érudition historique, mais renvoie à la question cruciale qui est de savoir si le type de territorialité propre aux États contemporains est historiquement spécifique ou non.

Une telle réflexion (que l'on trouve par exemple chez Rosenberg, 1994) permettrait de relativiser un certain nombre d'assertions rapides sur la disparition de la souveraineté ou l'avènement d'une post-souveraineté notamment à l'échelle européenne[4]. En particulier, il serait possible de traiter d'un problème, exploré en détail par la géographie contemporaine (Agnew, 1997 ; Gough, 2004 ; Swyngedouw, 2000), qui est celui de la (re)constitution des échelles comme stratégie politique.

À partir de la position de Negri on pourrait alors montrer que l'on assiste aujourd'hui à une contradiction entre deux formes de souverainetés, celle classique de l'État comme forme sociale autonome (et qui reste, malgré tout, au cœur du droit international fondé sur l'égalité souveraine des États) même si son contenu est fortement inégalitaire, et celle de l'affirmation d'une souveraineté globale qui vise à se soumettre les souverainetés des pays du Sud (celles que Krasner dans son chapitre (pp. 96-113), ainsi que toute une frange des élites internationales aujourd'hui, dénomment des États « en faillite » [failed States])[5]. Cette souveraineté globale ressemble étrangement, et il faut attendre le chapitre final de Koskenniemi (pp. 222-242) pour le lire, à une forme d'*impérialisme*.

Au final, on peut se demander si ce volume ne contient pas une confusion, implicite, entre deux sens du concept de « fragmentation ». La fragmentation des approches théoriques proposées permet-elle véritablement de rendre compte de la fragmentation des conceptions et des utilisations du concept de souveraineté ? En réalité, on aurait pu préférer une certaine unité épistémologique entre les contributions, afin de permettre un traitement plus systématique de la question, plutôt que le choix d'un illusoire et toujours incomplet pluralisme (où sont, par exemple, les apports de la sociologie historique, de l'anthropologie, de la géographie, ou encore ceux des études post-coloniales ?). Car pour qu'il y ait pluralisme, il faudrait que les contributions dialoguent entre elles, se répondent, y compris pour déboucher sur le constat d'un désaccord. Ce n'est pas toutefois ce à quoi nous assistons ici (à l'exception des contributions de Troper et de McCormick, ou de la conclusion de Koskenniemi).

On conseillera ce volume à quiconque souhaite disposer d'un excellent échantillon de contributions contemporaines en histoire des idées politiques et

en théorie du droit sur la notion de souveraineté. Il pourra ainsi être utile comme référence dans un cours d'introduction. Il ne constitue néanmoins ni un manuel, ni un panorama exhaustif. Au final, on garde néanmoins un sentiment de frustration. La réunion de ces grands noms n'a pas amené un véritable dialogue, ni des échanges. Au-delà de la souveraineté, les sciences sociales restent, elles aussi, fragmentées.

Hent Kalmo, Quentin Skinner (éds.), *Sovereignty in Fragments. The Past, Present and Future of a Contested Concept*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

Résumé

Les éditeurs du volume « la souveraineté en fragments » se proposent de rendre compte de la pluralité des significations du concept de « souveraineté » au sein des sciences sociales, et des enjeux qui sous-tendent cette fragmentation. En particulier, ils visent à « dispel the illusion that there is a unitary concept of sovereignty ...

Notes

1 « dissiper l'illusion qu'il existerait un concept unitaire de la souveraineté dont on pourrait offrir une définition claire ».
2 Il s'agit d'un courant marxiste issu de l'expérience politique italienne des années 1960-1970 et fondé sur le principe de l'autonomie de la classe ouvrière dont Negri a été un des principaux théoriciens).
3 Là dessus, on s'étonnera de ne retrouver aucune référence à l'ouvrage classique de Rosenberg (1994 ; voir aussi son article, Rosenberg, 2005) ou aux contributions plus récentes de Lacher (2006), Teschke (2003), ou Lacher, Teschke (2007).
4 Ce que font dans une certaine mesure le chapitre de Koskenniemi, ainsi que celui de Troper en définissant le problème de la souveraineté comme étant strictement légal et non politique.

5 Ce point est particulièrement bien développé par un auteur qui n'est pas abordé dans ce volume, David Chandler (2010) ou par le philosophe Tony Smith (2009), également absent.

Bibliographie

John Agnew, « The dramaturgy of horizons: geographical scale in the 'reconstruction of Italy' by the new Italian political parties, 1992-1995 », in *Political Geography*, vol. 16, 1997, pp. 99-121.

Seyla Benhabib, *The Rights of Others: Citizens, Residents, and Aliens*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2004.

David Chandler, *International Statebuilding: The Rise of Post-Liberal Governance*, New York, Routledge, 2010.

Nancy Fraser, « Reframing Justice in a Globalizing World », in *New Left Review*, vol. 36, 2005, pp. 69-88.

Jamie Gough, « Changing Scale as Changing Class Relations: Variety and Contradiction in the Politics of Scale », in *Political Geography*, vol. 23, n°2, 2004, pp. 185-211.

Hannes Lacher, *Beyond Globalization: Capitalism, Territoriality, and the International Relations of Modernity*, New York, Routledge, 2006.

Ellen Meiksins Wood, « Why it Matters », in *London Review of Books*, vol. 30, n°18, 25 septembre 2008, pp. 3-6.

Justin Rosenberg, *The Empire of Civil Society: A Critique of the Realist Theory of International Relations*, London ; New York, Verso, 1994.

Justin Rosenberg, « Globalization Theory: A Post Mortem », in *International Politics*, vol. 42, 2005, pp. 2-74.

William E. Scheuerman, *Frankfurt School Perspectives on Globalization, Democracy, and the Law*, New York, Routledge, 2008.

Quentin Skinner, *Visions of Politics: Volume I: Regarding Method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Tony Smith, *Globalisation: A Systematic Marxian Account*, Chicago, Haymarket Books, 2009.

Erik Swyngedouw, « Authoritarian Governance, Power, and the Politics of Rescaling », *Environment and Planning D*, vol. 18, n°1, 2000, pp. 63-76.

Benno Teschke, *The Myth of 1648: Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*, London ; New York, Verso, 2003.

Benno Teschke, et Hannes Lacher, « The Changing 'Logics' of Capitalist Competition », in *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, n°4, 2007, pp. 565-580.

Emmanuelle Tricoire et Jacques Lévy, « Quentin Skinner: "Concepts only have histories". », *EspacesTemps.net*, Actuel, 23.11.2007.